

COTE D'IVOIRE : Rapport économique 2020

0 Résumé – Executive Summary

Après que la première décennie du 21^e siècle en Côte d'Ivoire était marqué par la violence et la division du pays, on note d'énormes progrès depuis la sortie de la crise en 2012. Ce succès économique – avec une croissance soutenue de 7-8% du PIB par an – a été porté par les cours élevés du cacao jusqu'en 2015 et d'importants projets d'investissements (infrastructures, énergie, transports, etc.).

La crise mondiale du Covid-19 a freiné cette croissance de manière assez brutale : pour 2020, le FMI a baissé les pronostics de croissance annuelle de 7% à 2%. Le plan économique et social mis en place par le gouvernement à travers cinq fonds de soutien (pour les grandes entreprises, les PME, le Secteur Informel, les personnes vulnérables et l'agriculture) est d'un montant total annoncé de 1'700 milliards de FCFA (env. 3 milliards de USD), soit 5% du PIB. Ce plan a bien entendu aussi ses répercussions sur la dette publique. Après des années d'une tendance positive (3% du PIB en 2019), il faut s'attendre à un déficit fiscal de 5,7% en 2020 et de 5,2% en 2021.

Dans ce contexte, il est d'autant plus tragique que la performance en matière de recettes fiscales reste en deçà de l'objectif et du potentiel, en dépit de plusieurs réformes administratives. L'agrandissement de l'assiette fiscale reste un des défis majeurs pour soutenir les dépenses nécessaires dans les secteurs de la santé et de l'éducation.

Autres défis sont la stabilité politique et la corruption : Après une décade relativement calme, l'année 2020 est marquée par les préparations des élections présidentielles fin octobre : l'annonce du président sortant Alassane Ouattara de vouloir briguer un troisième mandat et l'exclusion de certains opposants des élections ont déjà provoqué des émeutes violentes avec plusieurs morts. Phénomène moins violent mais plus constant, la corruption reste un fléau dans un pays qui essaie à se rendre toujours plus attractif pour le secteur privé.

La Côte d'Ivoire continue à consolider son excédent commercial, et le cacao reste son pilier principal: L'or brun exporté en 2019 a atteint une valeur de presque 5 milliards de USD, sur un total d'exportations de 12,7 milliards de USD, ce qui correspond à 39%. Toutefois, pendant (trop) longtemps, la Côte d'Ivoire a donné la préférence à la quantité plutôt que à la qualité, et avec une déforestation toujours plus avancée, des investissements dans l'intensification deviennent urgents.

Dans le commerce bilatéral avec la Suisse, l'excédent commercial est encore plus important, ce qui est dû avant tout à l'or, qui est responsable pour 94% des exportations vers la Suisse.

Dans les investissements directs depuis l'étranger, la Côte d'Ivoire a également fait des progrès impressionnants, passant de 430 millions USD en 2015 à plus d'un milliard en 2019. Ceci est certainement aussi dû aux instruments mis à disposition par l'État ivoirien (guichet unique, exonération de TVA etc.). En 2019, la Suisse est originaire de 4-5% de ces investissements. Dans la période couverte par ce rapport, des investissements ont été faits surtout dans les secteurs de l'agroalimentaire et de la construction.

1 Problèmes et enjeux économiques

En 2020, l'économie ivoirienne doit affronter deux défis majeures : La pandémie du Covid et les élections présidentielles. Tandis que la crise sanitaire est surtout responsable pour un ralentissement fort de l'économie en printemps, c'est les élections de fin octobre qui jettent un ombre sur la vie économique ivoirienne en automne. Ces incertitudes sont encore renforcées par la situation sécuritaire : En juin 2020, une attaque terroriste contre une base militaire au nord constituait le premier acte terroriste sur territoire ivoirien depuis 2016 et rappelait que le pays a deux voisins (Mali et Burkina Faso) en pleine crise sécuritaire.

Les investissements en souffriront à moyen ou long terme de ces défis sanitaires, politiques et sécuritaires. Un signal clair était à noter le 17 septembre, quand la Bloomfield Investment Corporation, agence d'évaluation basée à Abidjan, abaisse la notation du pays, aux motifs de la fragilité de son économie, face à une série de facteurs d'instabilité, dont la pandémie du coronavirus, la dépréciation des produits agricoles et le faible niveau de consensus autour des règles de la compétition électorale d'octobre 2020.

La pandémie du Covid s'est fait sentir en Côte d'Ivoire dès mi-mars. La réaction du gouvernement était rapide et massive, en mettant en place un train de mesures sanitaires et économiques : fermeture des frontières, y inclus aériennes, isolation de la capitale économique Abidjan, couvre-feu, état d'urgence, fermeture des écoles ainsi que tous les restaurants, bars, lieux de spectacle. Toutes ces mesures étaient prises avant même le premier décès ivoirien à cause du virus. Il est évident qu'autant ces mesures étaient nécessaire d'un point de vue sanitaire, ils suffoquaient l'économie nationale très rapidement. Par conséquent, un plan économique et social était mis en place, et cinq fonds de soutien (pour les grandes entreprises, les PME, le Secteur Informel, les personnes vulnérables et l'agriculture) furent instaurés pour un montant total annoncé de 1'700 milliards de FCFA (env. 3 milliards de USD), soit 5% du PIB. Pour financer ce plan sur deux ans, la Côte d'Ivoire a reçu des prêts du FMI (total USD 886,2 millions) et est en train de négocier avec d'autres donateurs (entre autre la Banque Mondiale pour USD 300 millions).

Malgré ces efforts, les effets de l'arrêt brutal de l'économie continuent à se faire sentir : le FMI a baissé les pronostics de croissance annuelle de 7% à 1,8%. À noter que cette croissance est encore bien au-dessus de la moyenne de l'Afrique subsaharienne (-3.21%). Ceci s'explique en partie par la structure de l'économie comme importateur de pétrole.

Dans ce contexte, il est évidemment difficile d'analyser et mesurer les politiques mises en place par le gouvernement. Néanmoins, quelques tendances et défis sont constants et guère affectés par la crise :

- Les Autorités au pouvoir doivent assurer une stabilité budgétaire et macro-économique pour dégager les ressources nécessaires au rattrapage des infrastructures et à développer de nouvelles pour rendre l'économie plus compétitive et plus inclusive au niveau social. A noter que la dette publique était sur un chemin prometteur avant la pandémie : Après d'être détérioré de 4% du PIB en 2015 à 4,5% en 2017, le déficit budgétaire s'est établi à 4 % en 2018 puis à 3% en 2019, conformément à la norme communautaire. Cette tendance ne sera plus maintenue suite à la réponse du gouvernement à la crise sanitaire : il faut s'attendre à un déficit fiscal de 5,7% en 2020 et de 5,2% en 2021. Le stock de la dette par rapport au PIB sera également à revoir à la hausse, après s'est établi à 37,8% en 2019 contre 39,7% en 2018, bien inférieur au maximum de 70% défini dans le cadre des critères de convergence de l'UEMOA.
- Cette tendance en principe positive est contrastée par des disparités consistantes sur le plan humain et social : Après une décennie de chiffres de croissance encourageantes, le pays est toujours classé parmi les derniers dans l'Indice de Développement Humain (IDH) du PNUD. Sa 165^e place est due surtout à ces chiffres bas dans les indicateurs de santé et d'éducation. Les disparités sont encore plus marquées en zone rurale qu'urbaine, avec des taux de pauvreté respectifs de 56,8% et 35,9%. Selon les Nations-Unies, il y a de l'espoir pour une amélioration : le coefficient de GINI a atteint 0,365 en 2019, après deux décennies au-dessus de 0,4.

- La Côte d'Ivoire continue à grimper dans le classement *Doing Business* (2018 : 139^{ème} vs 2019 : 122^{ème}, 2020 : 110^{ème}) ce qui montre les efforts considérables déployés par le gouvernement pour faciliter le développement du secteur privé. Cette ascendance pourrait être sans doute encore plus fulgurante si ce n'était pas pour une corruption endémique, qui reste constante : Le pays ne montre aucune tendance positive dans l'Indice de Perception de la Corruption de *Transparency international*, qui reste essentiellement le même depuis des années. (déterioration pas significative de la 105^{ème} à la 106^{ème} place dans le ranking. Une manifestation de ce climat corrompu est le harcèlement fiscal, qui, dans la perception de plusieurs entreprises sur place, a constamment gagné en force ces dernières années.
- La performance en matière de recettes fiscales reste en deçà de l'objectif et du potentiel. Et ceci en dépit de plusieurs réformes administratives, dont la mise en place de plateformes numériques, pour améliorer les conditions de déclaration et de paiement d'impôt. L'agrandissement de l'assiette fiscale reste un des défis majeurs pour soutenir les dépenses nécessaires dans les secteurs de la santé et de l'éducation.

Au niveau des atouts, la Côte d'Ivoire possède une structure économique relativement diversifiée. Le pays dispose d'un potentiel important de transformation structurelle de l'économie, en se tournant vers des activités agricoles plus productives et des activités industrielles, ainsi que vers le domaine des services, générant plus d'emplois et de valeur ajoutée. Les infrastructures, surtout autour d'Abidjan, la locomotive économique du pays, sont au-dessus de la moyenne dans la sous-région. Les potentialités pour l'implantation d'entreprises suisses en Côte d'Ivoire existent pour tous ces secteurs d'activités comme le démontre leur forte présence et les investissements qu'elles continuent de consentir dans le pays (voir plus bas).

2 Accords internationaux et régionaux économiques

2.1 Politique, priorités du pays

D'un point de vue commercial, la Côte d'Ivoire est membre de l'OMC depuis 1995. En tant que pays ACP, elle a bénéficié des accords de Lomé et Cotonou garantissant un accès préférentiel au marché européen. L'OMC ayant déclaré ce système contraire à ses règles un projet d'accord de partenariat économique (APE) régional a été élaboré entre l'UE et la CEDEAO (dont la Côte d'Ivoire fait partie et qui constitue une Union douanière) pour lui succéder. Suite à l'échec de la signature de cet accord, notamment à cause du Nigéria, la Côte d'Ivoire a, en août 2016, ratifié l'accord intérimaire de partenariat économique avec l'UE qui lui permet de continuer de bénéficier d'un accès préférentiel au marché européen. Grâce à la signature de l'APE intérimaire, l'UE a ouvert entièrement son marché alors que la Côte d'Ivoire diminuera ses tarifs douaniers sur les importations européennes, progressivement, sur une période de 20 ans à hauteur de 75% des positions tarifaires.

La mise en œuvre de la première phase de démantèlement tarifaire prévue dans l'accord est effective depuis le 9 décembre 2019. Dans un calendrier de libéralisation tarifaire en 5 phases sur la période 2019-2029, cette première phase de démantèlement tarifaire porte sur 1 115 lignes tarifaires du Tarif extérieur commun (TEC) de la CEDEAO appliqué en Côte d'Ivoire. Les produits couverts par ces lignes, identifiés et reconnus originaires de l'Union européenne, sont exemptés de droits de douane lors de leur importation en Côte d'Ivoire pour la mise à la consommation. En contrepartie, l'accord garantit aux exportations ivoiriennes, notamment le cacao, la banane et les conserves de thon, un accès au marché de l'Union européenne en franchise de droits de douane.

Au sujet de l'intégration économique régionale, la Côte d'Ivoire est un Etat leader de la CEDEAO (Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest), créée en 1975, qui

prévoit la constitution d'un marché commun (libre circulation des biens, personnes, services et capitaux). Pour que ce marché de 15 pays devienne réalité, de nombreuses barrières (techniques et administratives) doivent encore être levées. A noter que le tarif extérieur commun de la CEDEAO est devenu réalité en 2015 et qu'une certaine dynamique des politiques d'intégration (projets régionaux en matière de réseau routier, ferroviaire ou d'électricité) s'est mise en place. En tant que seconde force économique de la sous-région, la Côte d'Ivoire s'engage pour le renforcement de ce marché commun.

Dès 1962, huit Etats ouest-africains ont uni leurs forces au sein de l'UMOA (Union monétaire ouest-africaine) dont la principale institution est – encore – la BCEAO (Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest). Cette institution avait pour mission de gérer l'arrimage du franc CFA au Franc français puis à partir de 1999 à l'Euro. Pour pallier les lenteurs en matière d'intégration économique de la CEDEAO, l'UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine) a vu le jour en 1994. Outre une monnaie commune, les Etats ont adopté des engagements qui visent la mise sur pied d'un véritable marché commun notamment par une convergence des politiques macro-économiques, fiscales et de concurrence.

Le grand développement de l'année écoulée est sans doute l'annonce d'une réforme du franc CFA, qui devrait éventuellement donner naissance à une nouvelle monnaie, l'ECO. À côté du changement du nom, les autres changements majeurs devraient être l'arrêt de la centralisation de 50% des réserves au Trésor français, ainsi que le retrait de la France des instances de gouvernance dans lesquelles elle était présente. Toutefois, la dynamique observée lors de l'annonce en décembre 2019 s'est déjà sensiblement atténuée : Tandis qu'on parlait initialement d'une mise en œuvre déjà en 2020, c'est la fourchette entre 2023 et 2025 qui est visé selon les dernières discussions en septembre. Un tel délai est difficilement uniquement le résultat de la pandémie du Coronavirus, mais plutôt un indice que l'abandon du système actuel ne fait pas l'unanimité.

2.2 Perspectives pour la Suisse (potentiel de discrimination)

La perspective d'une plus grande intégration régionale offre des opportunités aux entreprises suisses actives au plan transnational, tant au niveau des échanges commerciaux que des investissements directs. Cela dit, l'abaissement progressif des tarifs douaniers entre l'UE et la CEDEAO dans le cadre des APE pourrait constituer à terme un défi additionnel pour les firmes suisses désavantagées par rapport à leurs concurrentes européennes. Notons enfin que la Suisse a renforcé sa coopération avec la CEDEAO et contribue à diverses actions visant à l'intégration régionale que ce soit en matière de libre circulation des personnes et des biens ou encore dans le cadre de la régionalisation de certains programmes de coopération. Dans le cadre de l'UEMOA, la Suisse soutient des initiatives de décentralisation et de gestion de certaines problématiques transfrontalières.

3 Commerce extérieur

3.1 Evolution et perspectives générales

3.1.1 Commerce de marchandises

La Côte d'Ivoire continue à consolider son excédent commercial, grâce à des termes de l'échange favorables (hausse du prix du cacao et baisse de celui du pétrole). Si la balance commerciale ivoirienne peut être considérée comme structurellement excédentaire depuis 2010, c'est le fait que les exportations sont essentiellement composées de produits agricoles dont les cours étaient en forte hausse sur cette période. La chute du prix du cacao 2016/2017 semble désormais surmonté. La crise du Covid-19 a également affecté l'industrie du cacao,

mais selon l'ICCO moins gravement que d'autres, ne faisant que peu de dégâts en amont de la chaîne de valeur. Il reste à voir dans quelle mesure les baisses enregistrées dans la distribution feront pression sur les prix des fèves lors de la saison 2020/21. Malgré cette insécurité, on s'attend à une hausse du prix bord champ (prix payé au producteur et fixé par le gouvernement).

Dans tous les scénarios envisageables, le cacao reste le pilier principal du commerce ivoirien : L'or brun exporté en 2019 a atteint une valeur de presque 5 milliards de USD, sur un total d'exportations de 12,7 milliards de USD, ce qui correspond à 39%. Toutefois, un rapport de la Banque Mondiale en 2019¹ tire aussi la sonnette d'alarme : pendant (trop) longtemps, la Côte d'Ivoire a donné la préférence à la quantité plutôt que à la qualité. Tandis que les problématiques sociales (travail des enfants) et environnementales (déforestation) sont connues et se heurtent contre une attitude toujours plus critique des consommateurs, le problème économique est en train de se manifester : Des plantations trop vieilles qui seraient en besoin de renouvellement, gérées par des petits producteurs qui ont ni l'accès au crédit ni le savoir-faire pour augmenter substantiellement la productivité. Celle-ci se trouve actuellement à 500-600 kg par hectare. Avec des arbres plus jeunes et des techniques agricoles plus modernes, les petits paysans pourraient tripler leur production. Mais cela nécessiterait un changement de l'approche de l'économie des rentes vers des investissements : L'état devrait investir davantage dans les infrastructures, des services de conseil agricole performants et une amélioration de l'accès des planteurs aux intrants.

Derrière le cacao, c'est les combustibles qui se trouvent sur la deuxième place des exportations, (même si la Côte d'Ivoire reste un importateur net de pétrole), suivis de l'or et des noix de cajou. Ce deuxième cash crop de la Côte d'Ivoire a visiblement souffert sous la fermeture des frontières pendant la crise sanitaire, puisque la préparation des noix courbées se fait principalement en Inde et au Vietnam.

Les principaux partenaires commerciaux de la Côte d'Ivoire en 2019 continuent à être déterminés par les ventes de cacao (et ses dérivés) ainsi que de l'or. Le principal destinataire des exportations sont les Pays-Bas (10,7%) en raison du port de Rotterdam où une grande partie des exportations ivoiriennes destinées à l'Europe sont dédouanées puis transformées. Le pays batave est suivi par les Etats-Unis (6%) et la France (5,9).

S'agissant des importations en 2019 (10,5 milliards de USD), celles-ci sont avant tout composées d'achats de pétrole brut destinés à être raffiné sur place, pour une valeur de 1,49 milliards de USD, provenant presque exclusivement du Nigéria. À noter que la Chine est pour la 4^{ème} année consécutive le partenaire le plus important en termes d'importations (1,8 milliards de USD en 2019), dont 40% en machines, engins mécaniques et voitures.

Ils manquent encore les chiffres pour évaluer d'une manière quantitative l'effet du Covid sur le commerce, mais le port d'Abidjan enregistre une baisse claire de navires.

3.1.2 Commerce de services

En tant que membre de l'OMC, la Côte d'Ivoire applique la législation internationale en la matière. Selon les statistiques publiées par le FMI, la balance des services est fortement déficitaire : De 2014 à 2018 (derniers chiffres disponibles), elle restait entre 2 et 2,4 milliards de USD. Cela dit, le solde de la balance des transactions courantes reste positif grâce aux exportations de biens. A noter que cette situation n'est pas surprenante étant donné que la Côte d'Ivoire ne possède pas ou peu d'entreprises en matière de services capables de jouer

¹ Au pays du cacao: comment transformer la Côte d'Ivoire :

<http://documents1.worldbank.org/curated/en/277191561741906355/pdf/Cote-dIvoire-Economic-Update.pdf>

un rôle transnational. Bien au contraire, les marchés du secteur bancaire, des assurances ou encore des télécoms sont pour la plupart en mains étrangères (France, Maroc, Nigéria, etc.).

3.2 Commerce bilatéral

3.2.1 Commerce de marchandises

Les échanges commerciaux entre la Suisse et la Côte d'Ivoire sont, contrairement aux investissements, peu élevés. En 2019, la Côte d'Ivoire est le 60^{ème} partenaire commercial de la Suisse avec un volume d'échange cumulé de 688 millions CHF. Cette hausse constante des dernières années (tant au niveau des chiffres absolus que dans le ranking des partenaires commerciaux de la Suisse est surtout dû aux importations, et plus particulièrement aux importations d'or, qui ont fait un saut remarquable de 158 millions CHF pour un total de en 2019. L'or est ainsi de loin le facteur le plus important pour le développement positif des exportations depuis la Côte d'Ivoire vers la Suisse (94% du total des exportations de 639 millions de CHF). Derrière ce poids lourd, il n'y a que le cacao et les graisses végétales (huile de palme) qui arrivent à des chiffres autour de 10 millions de CHF.

Côté exports 2019 depuis la Suisse, les machines font pour presque la moitié des marchandises d'une valeur totale de 49 millions CHF, suivies des cosmétiques (7,2 millions), des montres (3,8 millions) et produits pharmaceutiques (3,1 millions). Avec des volumes aussi petits, les changements d'année à année ne sont pas statistiquement significatifs.

Dans la même logique, pour les volumes relativement basses, il n'est pas possible d'évaluer l'impact de la pandémie Covid sur le commerce bilatéral Suisse – Côte d'Ivoire : Le premier semestre 2020 enregistrait une augmentation vis-à-vis du premier semestre 2019, tant pour les importations que pour les exportations.

3.2.2 Commerce de services

Le commerce de services entre la Suisse et la Côte d'Ivoire n'est pas couvert par des statistiques fiables. Jusqu'à récemment, aucune entreprise suisse d'envergure active dans ce secteur n'était implantée en Côte d'Ivoire. L'ouverture du bureau régional de SwissRe en Octobre 2019, en présence de l'Ambassadeur suisse, pourrait être une première percée. Au niveau bancaire, aucun établissement suisse n'a pignon sur rue à Abidjan bien que certains groupes (UBS, Banque Rothschild) sont en relations d'affaires avec des instituts établis en Côte d'Ivoire sans qu'il soit possible de quantifier leur volume.

Enfin, en matière de tourisme, on peut noter que la Côte d'Ivoire tente de revenir sur le devant de la scène régionale tant pour le tourisme d'affaires que celui de plaisance. Par rapport au tourisme d'affaires, longtemps concentré sur l'iconique Hotel Ivoire (Groupe Sofitel), on note la construction de plusieurs hôtel 4 et 5 étoiles dans la décennie passée – offre à laquelle s'ajoutera prochainement un 5 étoile de la chaîne hôtelière Noom, du groupe hôtelier espagnol Mangalis. Pour le tourisme de plaisance, le pays a pu augmenter ses revenus : Selon les estimations provisoires du ministère ivoirien du Tourisme, le secteur touristique en Côte d'Ivoire a contribué à environ 7,3 % au PIB du pays en 2019, contre 6,25 % en 2018. Le nombre d'arrivées touristiques en Côte d'Ivoire a atteint 4,2 millions de personnes en 2019, contre un peu plus de 3 millions en 2018. Les investissements en infrastructures touristiques, entre autre de grands bailleurs comme l'AfD et la KfW, semble porter des fruits.

Il est évident que la crise du Covid-19 avec sa fermeture des frontières a fortement impacté ce développement positif. Des chiffres exacts ne sont pas encore disponible, mais la série d'annulations a commencé en mars avec le AfricaCEO Forum et n'a pas épargné le congrès mondial de l'Union Postale Universelle – UPU, qui devait remplir les chambres de l'Hôtel Ivoire pendant trois semaines en août. Côté tourisme de loisir, il est possible qu'avec la réouverture

des hôtels en mai, à l'instar de ce qu'on a pu observer en Suisse, le tourisme interne a augmenté et pouvait jusqu'à un certain degré atténuer les pertes.

4 Investissements directs

4.1 Evolution et perspectives générales

Depuis 2013, le Gouvernement ivoirien s'est engagé dans un processus d'amélioration constant du climat des affaires en prenant comme référentiel l'indice *Doing Business* du groupe de la Banque mondiale relatif à la facilité de faire des affaires. En 2018, la Côte d'Ivoire était encore placée à la 139^{ème} place mondiale, pour gagner 17 places en 2019 (122^{ème} place) et encore 12 places en 2020 (110^{ème} place). Au niveau de la région (Afrique subsaharienne), elle frappe désormais à la porte des *top ten* (11^{ème} place sur 47 pays). Par contre, un autre classement mondialement reconnu, le *Global competitiveness Report* du Forum économique mondial, brosse un tableau plus sombre : la Côte d'Ivoire vient de perdre quatre places (118^{ème} place de 141). En comparaison avec la moyenne de l'Afrique subsaharienne, les domaines où des efforts seraient nécessaires sont dans le capital humain, notamment santé et éducation.

Les autorités ivoiriennes mettent en avant d'avoir fait avancer divers chantiers pour accroître les investissements directs dans le pays à savoir : la création d'entreprises en 24 heures avec des formalités et des coûts très avantageux, l'obtention de permis de construire en moins d'un mois, la faculté de s'acquitter de ses impôts et autres taxes par une procédure facilitée (ainsi que le remboursement des crédits de TVA), la création d'un guichet unique du commerce extérieur pour simplifier les formalités d'import-export, la protection des investissements (notamment pour l'actionnariat minoritaire) et enfin la sécurisation de la vie économique par des procédures de règlement des différends, par des procédures à l'amiable ou par la médiation afin d'accélérer les solutions « arbitrales » et sauvegarder les relations commerciales. Certes cette liste est longue, elle ne signifie toutefois pas que les déclarations sont suivies d'actes concrets dans la pratique permettant aux entreprises d'exercer leurs activités dans un climat juridiquement stable et transparent.

A remarquer que depuis la fin de la crise, la croissance de la Côte d'Ivoire a été grandement entretenue par les importants investissements consentis dans les infrastructures et les secteurs productifs nécessaires à rattraper le retard de la décennie précédente. Les flux d'investissements directs à l'étranger (IDE) en Côte d'Ivoire ont été de 430,2 millions USD en 2015, en forte augmentation depuis leur niveau de 2011 à 301,6 millions USD. Cette tendance a été soutenue durant le reste de la décennie et a, en 2019, dépassé la barrière de 1 milliard de USD (1009 millions USD).

L'actuel plan national de développement a favorisé des investissements massifs dans l'électricité, le secteur minier et les hydrocarbures, les infrastructures routières, portuaires et aéroportuaires, l'agroalimentaire, la construction de zones industrielles, d'infrastructures de commerce et de tourisme et les NTIC. Les avancées des années dernières dans ces domaines sont indéniables, et il est hautement probable que le gouvernement formé après les élections présidentielles continuera dans cette direction. Le degré d'ouverture de l'économie au secteur privé sera décisif à la réussite de la transformation structurelle de l'économie ivoirienne.

4.2 Investissements bilatéraux

La Suisse est un partenaire économique important pour la Côte d'Ivoire. Notre pays jouit d'une forte présence en Côte d'Ivoire. Plus d'une vingtaine d'entreprises y sont représentées et participent à l'économie ivoirienne. Il est difficile, voire impossible d'avoir des chiffres précis et actualisés des investissements suisses en Côte d'Ivoire. Les statistiques de la Banque Nationale Suisse montrent un flux positif de 396 millions CHF pour les années 2010-2018, mais avec des grandes variations (max. 118 millions en 2010, min. -23 millions en 2015). Par conséquent, les rankings de provenance d'investissements changent considérablement chaque année et ont une valeur limitée. À titre d'exemple, en 2013, notre pays était le 3^{ème} investisseur en Côte d'Ivoire, derrière la France et le Royaume Uni. Il est évident qu'il n'a pas

pu tenir cette place exceptionnelle : en 2018, l'investissement Suisse était entre 4-5 % de l'investissement total en Côte d'Ivoire. Mais cette baisse pourrait très vite changer à la hausse, une fois que le projet d'extension du Port de San Pedro (deuxième port du pays) devait réellement démarrer : l'entreprise MSC basée à Genève a signé un contrat en 2017 équivalent à un investissement de plus de 300 millions de CHF, mais la mise de la première pierre par l'état ivoirien est toujours en suspens.

Des investissements suisses à noter pendant l'année en revue sont :

- L'entreprise Bühler a mis sur pied un centre de formation et de recherche autour de la filière du cacao à Abidjan. Ce centre contient des machines Bühler à petite échelle, ce qui permettra d'un côté à enseigner la manutention correcte de ses équipements, mais aussi à tester des nouveaux produits à petit échantillon pour des clients tels que les grandes entreprises de production de chocolat. L'objectif de cet investissement va donc parfaitement de pair avec le désir ivoirien de monter la chaîne de valeur des produits agricoles et de ne se positionner pas seulement dans la production, mais aussi dans la transformation de matières premières.
- Nestlé a investi 5 millions CHF dans la rénovation de son usine de production de café soluble et est en train d'investir dans son « campus » à Yopougon (quartier d'Abidjan), qui regroupe le site de production des cubes Maggi, le centre de formation et le centre de recherche. Le siège principal y sera transféré, avec une inauguration prévue à la fin de l'année en cours.
- Sika a lancé l'extension de ses capacités de production avec la construction d'une deuxième usine.
- En décembre 2019, Roche a conclu un partenariat avec le gouvernement de la Côte d'Ivoire qui mettra à disposition du pays des traitements de différents types de cancer, avec une valeur de 141 millions CHF sur 5 ans. Le gouvernement devra participer aux coûts qu'à la hauteur de 33 millions CHF. Ce partenariat est le successeur d'un autre contrat similaire aux dimensions plus modestes. Il permettra au géant bâlois de développer sa position sur le marché ivoirien et de la sous-région.
- Lafarge-Holcim est en train de terminer la construction d'un silo et d'un convoyeur à bande dans le port d'Abidjan. Cet investissement de presque 30 millions CHF permettra au géant avec racines en Argovie de faciliter et raccourcir la décharge des bateaux arrivant au port, et ainsi faire des économies importantes de coûts de logistique.
- Finalement, HPW fresh&dry, installé à Buchs AG, a ouvert une filiale en Côte d'Ivoire, pour investir 5 millions CHF dans la construction d'une nouvelle usine de productions de fruits secs bio (mangues, noix de coco, ananas et bananes). L'usine est fonctionnelle depuis l'été 2020 et servira à compléter la production de HPW déjà existante au Ghana.

5 Promotion commerciale, économique et touristique « Promotion de l'image de la Suisse »

5.1 Instruments de la promotion économique extérieure

S'agissant des différents acteurs de la promotion économique suisse (Suisse Tourisme, PRS, Switzerland Global Enterprise), la Côte d'Ivoire n'étant pas un pays prioritaire, aucune de ces structures ne sont actives dans le pays. L'intérêt de la Suisse pour les relations bilatérales économiques avec la Côte d'Ivoire est toutefois relativement marqué avec les missions économiques organisées par le SECO et economiesuisse en 2016 et 2018, menées par l'Ambassadeur Livia Leu et le Conseiller fédéral Schneider Ammann. Ce dernier était accompagné d'une vingtaine de capitaines d'industrie mené par le Président d'economiesuisse Heinz Karrer.

La Chambre suisse de commerce en Côte d'Ivoire (Swisscham) – au vu de ses moyens financiers et humains limités – s'est associée à la chambre européenne de commerce (Eurocham) pour pouvoir octroyer les services et l'appui nécessaires aux firmes suisses contre un arrangement financier entre les deux associations faitières mutuellement bénéfique.

En outre, l'Ambassade est en train de mener une réflexion avec les instances dirigeantes de la Swisscham sur forme et contenu qui pourraient être données à des réunions régulières réservées aux entreprises suisses pourraient prendre. Ces réflexions ont été arrêté par l'arrivée du Covid-19.

5.2 Intérêt du pays de résidence pour la Suisse

Bien que la Suisse jouisse d'une image très favorable en Côte d'Ivoire et ceci de longue date au vu des liens particuliers qu'entretenait le président fondateur Felix Houphouët-Boigny, il n'y a pas lieu de penser que notre pays puisse devenir un réel lieu de villégiature pour la très grande majorité des ivoiriens vu son faible pouvoir d'achat.

Cela dit, les élites du pays se rendent fréquemment dans notre pays et profitent des excellentes conditions-cadres et infrastructures qui s'y trouvent. La France reste le pays européen de référence pour les ivoiriens et ses élites.

En termes d'éducation et de recherche, la Suisse est perçue très favorablement et a une carte additionnelle à jouer. En effet, le programme des bourses de la Confédération, la présence des grandes écoles suisses (programme MOOCs de l'EPFL) et la coopération entre le Centre Suisse de la Recherche Scientifique (CSRS) et le TPH de Bâle contribuent à donner une image de relief à notre pays qui s'est vue renforcée après le passage du Conseiller fédéral Schneider Ammann et de sa forte délégation scientifique en mars 2018. Dernier phare dans ces échanges scientifiques toujours plus denses : Le lancement du programme « Excellence in Africa » de l'EPFL à Abidjan pour l'Afrique francophone. Cette initiative est conçue pour avoir un impact durable à travers un réseau de jeunes professeurs hautement qualifiés basés en Afrique, ayant des professeurs de l'EPFL comme mentors, et ancrant des collaborations durables au sein des institutions africaines partenaires.

A noter, qu'un accord de transport aérien a été récemment conclu ; au vu de cette nouvelle donne, il serait possible la relance de la route Abidjan – Genève, par exemple, ce qui serait un atout considérable pour la « Genève internationale » ainsi que pour le renforcement des relations économiques bilatérales.

Compléter le tableau ci-dessous :

Structure de l'économie

Répartition du PIB	2014	2019
Secteur primaire	21%	16%
Secteur manufacturier	27%	23%
Services	52%	61%
– dont services publics	..%	..%

Répartition de l'emploi	2015	2020
Secteur primaire	44%	39%
Secteur manufacturier	12%	13%
Services	44%	47%
– dont services publics	..%	..%

Source(s) : Rapport de la Représentation permanente de l'UE en CI / Banque mondiale

Principales données économiques (selon le rapport de la Banque mondiale sur la CI)

	2018	2019	est.2020
PIB (USD mia)*	43,0	45,1	41,5
Taux de croissance (% du PIB)*	6,8	6,9	1,8
Taux d'inflation (%)*	1,1	1,6	1,2
Taux de chômage (%)*			
Solde budgétaire (% du PIB)*	-4,0	-3,0	-5,7
Solde des transactions courantes (% du PIB)*	-3,9	...	...
Dettes publiques	52,6	...	...
Dettes extérieures totales (% du PIB)**	39,7	37,8	...
Service de la dette (% des exportations)****	...	...	...

* Source : FMI, World Economic Outlook (indiquer le mois et l'année de parution)

▪ www.imf.org/external/pubs/ft/weo

** Source : FMI, Article IV Consultation (ou statistiques du pays de résidence) [indiquer la date du rapport des consultations à l'Art. IV]

▪ www.imf.org/external/country/index.htm

Le FMI est à privilégier comme source pour les données. En cas d'utilisation d'autre(s) source(s) jugée(s) plus pertinente(s) pour le pays de résidence (par exemple : Banque mondiale, AsDB, agences gouvernementales du pays de résidence), cette(ces) dernière(s) est(sont) à indiquer de manière explicite.

Partenaires commerciaux

année : 2019

Perspective selon le pays de résidence

Rang	Pays	Exportations <i>par le pays de résidence</i> (USD millions)	Part	Var	Rang	Pays	Importations <i>par le pays de résidence</i> (USD millions)	Part	Var
1	Pays-Bas	1359	10,7%		1	Chine	1802	17,2%	
2	USA	768	6,0%		2	Nigeria	1410	13,5%	
3	France	753	5,9%		3	France	1126	10,7%	
4	Malaysia	634	5,0%		4	USA	522	5,0%	
5	Viet Nam	621	4,9%		5	Inde	447	4,3%	
6	Mali	616	4,8%		6	Turquie	295	2,8%	
7	Espagne	611	4,8%		7	Pays-Bas	291	2,8	
8	Suisse	598			8	Viet Nam	283	2,7	
	Total	12'718	100 %			Total	10'483	100 %	

Source(s) : www.trademap.org

ANNEXE 4

Echanges commerciaux

Source : DGD

	Export (Mio. CHF)	<i>Variation (%)</i>	Import (Mio. CHF)	<i>Variation (%)</i>	Solde (en Mio.)
2016	28	-36.6	502	4.8	-474
2017	67	+ 133	471	-6.1	-405
2018	75	+ 12	470	-0.4	-395
2019	49	-34,8	639	36	-590

***) Variation (%) par rapport à la période de l'année précédente

Exportations	2016 (% du total)	2017	2018	2019
1. Produits industries chimie et pharmaceutique	12 mios / 41,7%	16 mios / 24%	10 mios / 13%	12 mios / 25%
2. Machines, appareils, électronique	5,3 mios / 18,6%	38 mios / 57%	42 mios / 56%	25 mios / 52%
3. Bijouterie, horlogerie, instruments de précision	4,5 mios / 15,4%	3,8 mios / 6%	5 mios / 7%	5 mios / 10%

Importations	2016 (% du total)	2017	2018	2019
1. Produits agricoles / pêche	11 mios / 2,2%	19 mios / 4%	24 mios / 5%	24 mios / 3,7%
2. Métaux précieux (y.c. or)	491 mios / 97,8%	452 mios / 96%	443 mios / 94%	601 mios / 94%

Principaux pays investisseurs année : 2016

Rang	Pays	Investissements directs (Euro, stock)	Part	Variation (stock)	Flux année écoulée (USD)
1	France	123 mios	12%	- 3 %	....
2	Nigéria	102 mios	10%	+ 9 %	....
3	Angleterre	92 mios	9%	+ 8 %	....
4	Liban	82 mios	8%	+ 4 %	....
5	Île Maurice	72 mios	7%	+ 6 %	....
6	Maroc	62 mios	6%	- 14 %	....
7	Togo	61 mios	6%	+ 6 %	....
...	%	+/- ...%
...	<i>Suisse</i>	.....	..%	+/- ...%	....
	Total	.....	100 %	+/- ...%	

Source : CEPICI